

« L'ART DE LA GUERRE »

Goldman Sachs - Otan Corp.

par Manlio Dinucci

La plus puissante banque d'affaires au monde, Goldman Sachs, vient de s'offrir les services de l'ancien secrétaire général de la plus puissante coalition militaire de l'Histoire, l'Otan. On pourrait n'y voir qu'un malheureux pantouflage, mais ce mélange des genres n'est pas nouveau puisque Goldman Sachs et l'Otan ont déjà fructueusement collaboré lors de la guerre contre la Libye.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 18 AOÛT 2015

ITALIANO



Le banquier privé le plus puissant du monde, Lloyd Blankfein, président de Goldman Sachs, disait « faire le travail de Dieu » (sic). Pour punir les pécheurs, il s'est adjoint les services d'Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan.

Après avoir été de 2009 à 2014 secrétaire général de l'Otan (sous commandement des USA), Anders Fogh Rasmussen a été embauché comme consultant international par Goldman Sachs, la plus puissante banque d'affaires états-unienne.

Le curriculum de Rasmussen est prestigieux. En tant que Premier ministre danois (2001-2009), il s'est employé à « l'élargissement de l'UE et de l'Otan en contribuant à la paix et à la prospérité en Europe ». En tant que

secrétaire général, il a représenté l'Otan dans son « pic opératif avec six opérations dans trois continents », parmi lesquelles les guerres en Afghanistan et Libye et, « en riposte à l'agression russe contre l'Ukraine, il a renforcé la défense collective à un niveau sans précédents depuis la fin de la Guerre froide ».

Il a en outre soutenu le « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissements (TTIP) » (ou Tafta, ndt) entre les États-Unis et l'UE, base économique d' « une communauté transatlantique intégrée ».

Compétences précieuses pour Goldman Sachs, dont la stratégie est simultanément financière, politique et militaire. Ses dirigeants et consultants, après des années de travail dans la grande banque, ont été placés dans des postes clé dans le gouvernement états-unien et dans d'autres : parmi ceux-là Mario Draghi (gouverneur de la Banque d'Italie, puis président de la BCE) et Mario Monti (nommé chef du gouvernement italien par le président Napolitano en 2011).

On ne s'étonne donc pas que Goldman Sachs mette la main à la pâte dans les guerres conduites par l'Otan. Par exemple, dans celle contre la Libye : elle s'est d'abord appropriée (en causant des pertes de 98 %) de fonds publics pour 1,3 milliard de dollars, que Tripoli lui avait confiés en 2008 ; elle a ainsi participé en 2011 à la grande rapine des fonds souverains libyens (estimés à environ 150 milliards de dollars) que les USA et l'UE ont « congelés » au moment de la guerre. Et, pour gérer à travers le contrôle de la Central Bank of Libya les nouveaux fonds retirés de l'export pétrolier, Goldman Sachs s'apprête à débarquer en Libye avec l'opération projetée par les USA et l'Otan sous la bannière de l'UE et la « conduite italienne ».

Sur la base d'une lucide « théorie du chaos », on exploite la situation chaotique provoquée par les guerres contre la Libye et la Syrie, en instrumentant et en canalisant vers l'Italie et la Grèce (pays parmi les plus faibles de l'UE) le tragique exode des migrants conséquent à ces guerres. Cet exode sert d'arme de guerre psychologique et de pression économique pour démontrer la nécessité d'une « opération humanitaire de paix », visant en réalité l'occupation militaire des zones stratégiquement et économiquement les plus importantes de la Libye. Tout comme l'Otan, Goldman Sachs est fonctionnelle à la stratégie de Washington qui veut une Europe assujettie aux États-Unis.

Après avoir contribué avec l'escroquerie des prêts *subprimes* à

provoquer la crise financière, qui depuis les États-Unis a investi l'Europe, Goldman Sachs a spéculé sur la crise européenne, en conseillant « aux investisseurs de tirer avantage de la crise financière en Europe » [1]. Et, selon des enquêtes documentées effectuées en 2010-2012 par *Der Spiegel*, *New York Times*, *BBC*, *Bloomberg News*, Goldman Sachs a camouflé, par des opérations financières complexes (« prêts cachés » à des conditions assassines et vente de « titres toxiques » états-uniens), le vrai montant de la dette grecque. Dans cette affaire, Goldman Sachs a manœuvré plus habilement que l'Allemagne, la BCE et le FMI, dont le joug mis au cou de la Grèce est évident.

En recrutant Rasmussen, avec le réseau international de rapports politiques et militaires qu'il a tissé dans ses cinq années à l'Otan, Goldman Sachs renforce sa capacité d'influence et de pénétration.

Apostille de la traductrice pour la version française

On trouvera dans *Le groupe Bilderberg, l' « élite » du pouvoir mondial*, du sociologue Domenico Moro, des éléments présentant et analysant ce « réseau international de rapports politiques et militaires » dont parle Manlio Dinucci pour Anders Fogh Rasmussen et financiers et économiques pour Mario Monti et Mario Draghi : tous trois bons exemples du phénomène des « revolving doors » (pantouflage) fonctionnant dans le réseau : « une "personnalité multiple", professionnellement parlant, c'est-à-dire changeant de rôle et de secteur d'une rencontre à l'autre. (...) véritables "transformistes" de l'élite mondiale, capables de changer d'habit professionnel plusieurs fois en l'espace d'un petit nombre d'années.(...) dans un passage tourbillonnant de la politique nationale à la bureaucratie européenne aux grandes entreprises, à la finance, aux think tanks et à l'université » (p. 203).

Extraits :

[...] « Goldman Sachs, la banque qui a le plus grand nombre de représentants au Bilderberg et à la Trilatérale et dont le président, Peter Sutherland, siège au directoire des deux organisations [...] [a] été définie par Matt Taibbi comme une « gigantesque pieuvre vampire ». Du reste, Goldman Sachs fait partie des premiers responsables non seulement de la crise des subprimes mais aussi de la crise de l'euro, ayant incité les autorités grecques à falsifier les budgets au moment de l'entrée dans l'euro et ayant bénéficié de l'instabilité de la monnaie unique et de l'augmentation des taux d'intérêt sur les dettes souveraines, au moment où la vérité a surgi » (p. 174).

[...] « Dans la campagne présidentielle de 2008, Goldman Sachs fut le principal bailleur de fonds d'Obama, qui, une fois élu, plaça deux hommes de la banque d'affaires, Mark Patterson et Gary Gensler, respectivement à la tête du secrétariat au Trésor et à la direction de la commission qui régule le marché à termes. Ce ne fut donc pas un hasard si 700 milliards de dollars du programme Tarp furent alloués en 2008 pour sauver Citibank et d'autres banques sans œuvrer à une réglementation efficace ; tout cela malgré les nombreuses promesses électorales, en continuant la politique de la précédente administration Bush, dont le secrétaire au Trésor, Paulson, était un ancien PDG de Goldman Sachs » (p. 175).

Manlio Dinucci

Source
Il Manifesto (Italie)

[1] cf. rapport réservé rendu public par le *Wall Street Journal* en 2011.

Source : « Goldman Sachs - Otan Corp. », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), *Réseau Voltaire*, 18 août 2015, www.voltairenet.org/article188466.html